



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Duboin-et-l-evolution-economique>

# Duboin et l'évolution économique

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 851 - décembre 1986 -

Date de mise en ligne : vendredi 10 juillet 2009

Date de parution : décembre 1986

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

L'essentiel de la doctrine économique de Jacques Duboin était fixé avant 1939. Jusqu'à sa mort, en mars 1976, il a complété sa pensée et commenté l'actualité dans ses éditoriaux de « la Grande Revue » et dans ses ouvrages. Dans son article chronologique du, « Monde », le 19 mars 1976, Pierre Drouin écrivait, malgré son allergie bien connue à nos thèmes : « C'est sans doute parce qu'il verse sans rougir dans l'utopie et que les hommes ont tant besoin de rêver que Jacques Duboin a pu prolonger son audience. Peut-être, au soir de sa vie, a-t-il eu la satisfaction de voir que certaines de ses institutions étaient reprises par les écologistes ». Voir par des hommes proches du pouvoir car « l'impératif n'est sans doute pas sans lien avec le « revenu social » ! Ce qui reprend une actualité certaine au moment où l'on parle un peu partout de revenu minimal ou allocation universelle (1).

\*\*\*

« Cette doctrine, écrit de son côté Alfred Sauvy dans « La machine et le chômage, le progrès technique et l'emploi » (2) a eu une influence bien plus grande qu'on a pu le penser. Basée sur les apparences (la machine étant prise pour de la surproduction absolue et le stock pour le flux) (3) propre à bercer les hommes, elle est plus libératrice que toute autre et a fortement, par des canaux semi-conscients, inspiré la confiance générale dans la semaine de 40 heures (4), et, dans la suite, confirmé le mythe du robot (5). Si séduisantes sont ces vues que les économistes, conservateurs ou marxistes, n'ont pas osé les combattre ! » Je rectifierai la dernière phrase en : « n'ont pas été capables de les combattre... y compris M. Alfred Sauvy qui a pourtant bien essayé au cours des fameuses conférences contradictoires de la Sorbonne des années 50 et dans ses livres ». Ainsi P. Drouin et A. Sauvy reconnaissent que J. Duboin méconnu, ignoré par les économistes bien pensants, n'en a pas moins inspiré des solutions parmi les plus récemment proposées. Certaines de ses autres idées les plus pillées ne sont pas citées. Alors, en cette année du dixième anniversaire de sa mort, affirmons qu'il a été parmi les premiers à parler de « pouvoir d'achat » : avant les années 50, même les syndicalistes ne réclamaient que des augmentations de salaires. La notion de pouvoir d'achat ne s'est imposée que lorsque dans le système des « prix-profits-salaires », la marche des deux premiers fut si divergente en faveur des prix qu'il fallut définir le pouvoir d'achat comme le rapport entre les salaires et ceux-là. Cela paraît simple présent mais en matière d'évolution de la pensée collective, tout est long et compliqué. Il est vrai qu'après avoir obtenu enfin l'échelle mobile, garantie que les salariés ne feraient pas les frais de l'inflation, les syndicats ont accepté, sous le gouvernement du P.S. l'idée que l'augmentation proportionnelle des salaires était une des causes de l'inflation et qu'il fallait donc y renoncer ! A quand la baisse des salaires pour revenir, comme la R.F.A., à l'inflation presque 0... ? La menace du chômage n'y serait pas pour rien. Encore une fois, elle jouerait en faveur des profits contre les salaires.

Un autre domaine dans lequel le régime capitaliste a évolué, et s'est même radicalement transformé afin d'éviter les écarts signalés par J. Duboin, est la notion sacrosainte, avant Keynes, de l'équilibre du Budget. Après un temps de tolérance, le Budget français étant de plus en plus en déficit, François Mitterrand a brusquement fixé à 3 du Produit Intérieur Brut la limite ne point dépasser pour ne pas faire peur à l'institution boursière nationale et internationale. L'objectif de 3 % tenu dans le projet 1985 n'a d'ailleurs pas été respecté en fin d'exercice. Pourquoi 3 % et non pas 2, 4 ou 5 % ? Mystère ! certains tenants du libéralisme pur et dur, derrière Jacques Chirac, parlent même d'un retour à l'équilibre budgétaire. Alors, 0% ? Pourtant un déficit de 200 milliards de francs était bien pratique afin de ne pas aller vers un chômage encore plus grave. Mais peut-être cette dernière perspective n'effraie-t-elle pas trop nos nouveaux gouvernants ? Quant aux États-Unis, ils sont allégrement sur la crête de 200 milliards de dollars (6) soit environ 1 300 milliards de francs et 6 % de leur P.I.B.. Mais le pays-phare du capitalisme ne peut-il pas tout se permettre... en attendant la catastrophe ? Toujours est-il qu'est loin le temps de J.B. Say où avec un budget en équilibre, le régime capitaliste distribuait automatiquement, parait-il, les moyens d'achat nécessaires à l'écoulement de la production. Alors influence de J. Duboin ? Non, il écrivait en français, donc personne ne l'a lu.

Sinon Keynes ?

L'abondance dans les crédits développés a également été jugulée par l'aide aux pays en voie de développement qui n'est bien souvent qu'un don. Ces crédits permettent l'écoulement de produits qui sans cela ne trouveraient pas preneur, car elle sous-entend, la plupart du temps, l'utilisation des sommes versées pour des achats uniquement auprès du « généreux » donateur. C'est ainsi qu'on a pu soutenir que cette forme d'aide n'était qu'un don des pauvres des pays riches aux riches des pays pauvres. Les crédits à long terme et à bas intérêt ne sont aussi qu'une manière de soutenir les producteurs intérieurs en mal de conquête de nouveaux marchés extérieurs. Les organismes d'assurance contre les risques de change, comme la COFACE, sont en fait renfloués le plus souvent par le budget national pour le plus grand bénéfice des maîtres industriels. Une autre forme de soutien déguisé des entrepreneurs en risque de faillite consiste à obliger les entreprises nationales à racheter au prix fort certains marchés sous la menace de non exécution des commandes ou de fermetures d'usines suivies de mises au chômage massives. Tout cela bien entendu au nom du libéralisme...

Si l'on passe donc à l'économie intérieure, citons, seulement pour mémoire, le prodigieux développement de la publicité destinée à faire acheter des produits dont le citoyen n'a bien souvent nul besoin. Ce sont maintenant les industriels et derrière eux l'Etat qui décident de lancer des productions à utilité discutable, ou même nuisibles, dont ils savent que les maîtres publicitaires sauront les imposer : gadgets électroniques de toutes sortes, machines à laver à 40 ou 50 programmes, automobiles à multiples options, appareils photographiques et chaînes HiFi hypersophistiquées, etc. L'offre, au lieu de répondre à la demande, la crée.

\*\*\*

Ne parlons pas du déséquilibre des échanges internationaux. Ou plutôt si parlons-en, et attendons l'économiste orthodoxe qui va nous expliquer comment les pays les plus en déficit (Brésil : dette extérieure 105 milliards \$, Mexique : 96 milliards \$, Argentine : 47 milliards \$, Venezuela : 35 milliards \$, Nigeria : 17 milliards \$, Egypte : 15 milliards \$, etc...) vont s'y prendre pour régler leur dû, principalement envers certaines banques américaines qui, dans l'euphorie des « chocs pétroliers » (pas si choquants pour tout le monde), s'étaient laissées aller à des prêts un peu trop généreux ? Alors que l'abaissement des prix du pétrole ne leur permet, et encore, -que de payer l'intérêt de leurs emprunts ? Le rééchelonnement de la dette a déjà fait des victimes parmi les prêteurs. Afin d'éviter un krach retentissant en chaîne, le gouvernement des Etats-Unis a, malgré ses convictions libre-échangistes, été obligé de renflouer une grande banque de l'Illinois. Il va arriver un moment où le rééchelonnement s'étalera sur des périodes si longues qu'il équivaudra à une annulation. Mais le principe restera sauf ; la somme figurera aux crédits des banques anciennes supportant déjà la charge de la dette intérieure qui, rien que pour les fermiers, s'élève à 200 milliards \$. Il n'en reste pas moins que quelques pays (RFA, Japon...) ayant une balance commerciale éternellement excédentaire, il faut bien que d'autres aient une balance déficitaire envers eux et l'on ne voit pas, sauf crédit à très, très long terme pour que la machine exportatrice continue à tourner, comment la tendance pourrait s'inverser. Surtout lorsque l'inflation baisse et place les emprunteurs en mauvaise position. Alors un retour à une inflation qui cache tout cela ? Mais alors les intérêts augmenteront ! Là aussi, les principes...

\*\*\*

Dans le domaine social, J. Duboin n'aura pas connu la rupture complète et avouée entre le revenu et le travail que sont les propositions de revenu minimal garanti, les retraites anticipées, les garanties de ressources, les allocations compensatrices les plus diverses, les travaux d'utilité collective et tous autres camouflages du chômage. Cela aussi répond à son idéal souvent rappelé par « la Grande

Relève » : « Il serait plus facile de faire consommer le surplus de la production aux chômeurs que de faire absorber les chômeurs par une production qui n'a plus besoin d'eux » (7).

Bien entendu, les bonnes vieilles recettes destinées à régénérer le profit restent utilisées et « s'améliorent » : refus de vente, destructions de récoltes, production d'appareils durables limités, ententes entre industriels et entre vendeurs aux différents échelons du commerce, gonflement des budgets militaires, etc.

\*\*\*

On laissera le lecteur et les commentateurs, comme A. Sauvy et P. Drouin, juger de l'influence exercée par les idées de J. Duboin sur l'évolution du système économique, avant et après son décès. Il reste que nous ne sommes pas en économie distributive et que nous ne passerons le point de non-retour que l'on pourrait, par exemple, définir comme l'adoption de la monnaie de consommation, que si nous sommes suffisamment nombreux.

Ceux qui s'inspirent de J. Duboin et ils sont plus nombreux, effectivement, qu'on le croit généralement, déforment sa pensée, ou n'en prennent qu'une partie et presque jamais ne le citent. Ils le déforment pour le faire entrer dans le système, ils n'en prennent qu'une partie afin de sauvegarder leurs intérêts mal compris ou ne pas déplaire aux propriétaires des journaux dans lesquels ils écrivent, ou bien alors, plus généralement, aux tenants du système. Ils ne le citent presque jamais, non pas pour s'approprier ses idées (tout au moins les plus honorables), mais plutôt par crainte qu'on le lise et que ses projets soient enfin diffusés, par peur de l'avenir, par horreur du vide devant l'effondrement d'un capitalisme qui paradoxalement les rassure parce qu'il a traversé... deux siècles !

\*

Le système économique dominant s'adapte progressivement lorsqu'il ne peut plus maintenir un dogme. C'est là sa force et sa faiblesse. Nous venons de citer quelques exemples de son adaptation qui ne portent pas encore sur l'essentiel.

Il y a je crois, deux façons de considérer cette évolution :

1. L'évolution est lente et les contradictions les plus criantes demeurent. Dans certains cas, elles deviennent insupportables (armement nucléaire, famines dans le Tiers-Monde, chômage en aggravation) et menacent l'existence même de la vie sur terre... Mode pessimiste.
2. La tendance à l'adaptation existe. Pourquoi ne s'accroîtrait-elle pas en fonction de nos efforts ? Mode optimiste.

C'est notre destin d'aller de l'un à l'autre mode en privilégiant peut-être le second, celui de l'effort, du progrès.

N.B. Tous les chiffres cités dans cet article sont extraits du journal « Le Monde », en particulier du Bilan économique 1985 du 24 décembre 1985.

(1) Voir notamment GR de Janvier, Octobre et Novembre 1986.

(2) Dunod éd. 1980.

(3) On voit bien qu'A. Sauvy simplifie à outrance la pensée de J. Duboin.

(4) A. Sauvy doit penser comme le ministre P. Seguin que les 40 heures étaient prêtes en 1936 (il l'a dit « Questions à domicile sur A2 le 23 octobre »), oubliant seulement un petit détail : il s'est passé quelque chose de 1939 à 1945 qui a supprimé pour un temps le potentiel d'abondance apparu dans la « crise de 1929 ».

(5) A. Sauvy essaie toujours de nous faire croire que l'automatisation ne supprime pas, globalement, des emplois, quoique son livre soit très rassurant sur ce sujet.

(6) 212 milliards de dollars en 1985.

(7) « Les Yeux Ouverts », J. Duboin, rÃ©ditÃ© en 1982.